agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/RD CONGO - Préoccupation dans l'est de la République démocratique du Congo face à des rumeurs prévoyant une reprise des hostilités

Kinshasa (Agence Fides) – « Des rumeurs insistantes circulent selon lesquelles le Rwanda attaquera simultanément samedi 26 octobre les villes de Goma et Bukavu » indique à l'Agence Fides une source locale depuis Bukavu, chef-lieu du Sud Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, alors que Goma est le chef-lieu du Nord Kivu. Les deux provinces congolaises vivent depuis des années dans une situation d'instabilité à cause de la présence de différents groupes armés, le plus organisé étant le M23. A cet égard, on rappellera que l'ONU et le gouvernement congolais affirment que ce mouvement est appuyé par le Rwanda et l'Ouganda.
Le 21 octobre, la délégation congolaise aux négociations de paix de Kampala a annoncé la suspension de ces dernières accusant le mouvement de guérilla M23 de présenter toujours de nouvelles requêtes dans ce cadre alors que, dans le même temps, il renforce ses positions sur le terrain (voir Fides 16 et 23/10/22013).
Parmi les points sur lesquels se sont enlisées les négociations, se trouve celui de l'amnistie en faveur des membres du M23. Le gouvernement a cependant répondu que cette mesure ne pourra en aucune façon concerner les crimes de guerre, les actes de génocide et les crimes contre l'humanité dont la violence sexuelle et le recrutement de mineurs. A propos de la réintégration des membres du M23 dans les rangs de l'armée régulière, les positions entre les parties sont demeurées distantes. Kinshasa proposait en effet qu'une partie seulement des membres du M23 soient réintégrés au sein de l'armée et que ces derniers soient assignés à des territoires éloignés de l'Ituri et des deux Kivu où ils avaient opéré jusqu'à présent. De son côté, le M23 exige que tous ses membres soient réintégrés et qu'ils ne soient déployés que dans l'est du pays.
Le Président Joseph Kabila a annoncé la formation d'un gouvernement d'unité nationale « afin de restaurer la paix et de rétablir l'autorité de l'Etat, de consolider la cohésion nationale, de poursuivre la reconstruction du pays, en partie détruit par la guerre, et d'améliorer les conditions de vie du pays ». (L.M.) (Agence Fides 24/10/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it